

[*Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXVIII, 1989, p. 281-296 (Paris, Editions du CNRS). Une version provisoire de ce texte est parue dans l'hebdomadaire *Algérie-Actualité*, n° 1280 du 26 avril 1990].

LA VOIE ETROITE : LA REVENDICATION BERBERE ENTRE CULTURE ET POLITIQUE

Salem CHAKER (*)

Octobre 1988 aura été un ébranlement profond pour l'Algérie ; une secousse tragique qui a induit l'accélération brutale d'évolutions qui se dessinaient déjà en filigrane depuis l'arrivée de Chadli Bendjedid à la Présidence de la République. Evolutions prévisibles et perceptibles depuis plusieurs années donc, mais qui avaient jusque là rencontré les plus grandes difficultés à se frayer un chemin dans une jungle de blocages structurels -résistances idéologiques et politiques, résistances d'intérêts de groupes et de personnes...

Pour l'observateur (et sans doute encore plus pour l'acteur), la nouveauté du terrain algérien pose un vrai problème. Bien des schémas d'analyse, qui nous ont aidé à comprendre tant soit peu une société soumise au contrôle sévère d'un Etat central monopolisant tout le champ du politique, sont devenus caducs en quelques semaines. Les partis politiques poussent comme des champignons et le tissu associatif est devenu dense en très peu de temps. Même la presse -qui reste pour l'instant sous le contrôle *de facto* de l'Etat- prend des airs de pluralisme que l'on croyait impossibles en Algérie. Seule la télévision résiste encore au souffle nouveau et continue de distiller une "langue de bois" presque sans faille.

Sur le terrain berbère -essentiellement kabyle en fait-, la mutation n'a pas été moins brutale. Un parti politique -le "Rassemblement pour la Culture et la Démocratie" (RCD)- a été fondé par un groupe de militants "berbéristes" dans les semaines qui ont suivi les émeutes d'octobre (février 1989). Des associations culturelles éclosent tous les jours : à la fin juillet 1989, 154 étaient recensées pour la seule Kabylie. Pratiquement, il n'est guère de gros village kabyle qui n'ait la sienne. Auxquelles il faut ajouter les associations nombreuses des Aurès et des autres régions berbérophones ainsi que celles de la "diaspora kabyle" (en dehors d'Alger, il en existe notamment à Oran et Constantine). Un pôle de regroupement "culturaliste" d'assez grande envergure a tenu ses assises en juillet à Tizi-Ouzou ("Mouvement Culturel Berbère")... Effervescence, naissances, constitutions, qui s'ajoutent au plus traditionnel Front des Forces Socialistes (FFS) d'Aït-Ahmed dont le recrutement est exclusivement kabyle et qui intègre explicitement la question culturelle et linguistique berbère dans sa plate-forme politique depuis 1979.

Quand on aura rappelé que jusque la fin 1988, aucune association culturelle berbère n'avait jamais pu exister légalement en Kabylie -sans même parler des partis politiques interdits et réprimés comme partout ailleurs-, on mesure à quel point la situation est

radicalement nouvelle. La "mouvance berbère" qui, depuis l'indépendance n'avait connu que la clandestinité et une répression quasi permanente, s'exprime et s'organise désormais au grand jour.

L'Etat central : la continuité

Il convient cependant d'écarter immédiatement une interprétation des événements qui serait de penser que la doctrine fondamentale de l'Etat algérien en matière langue et de culture aurait changé ou connu des assouplissements. Ce n'est évidemment pas le cas : si la sensibilité berbère a maintenant des possibilités d'expression légale, c'est dans le cadre général de la libéralisation de la législation sur les associations (culturelles et politiques) et de la plus grande ouverture des média.

La situation politique générale évolue, certes, rapidement mais en matière de politique culturelle et linguistique, le discours et la doctrine de l'Etat n'ont connu aucun infléchissement, bien au contraire : la nouvelle Constitution du 23 février 1989 a réaffirmé sans ambiguïté les options antérieures en matière de langue et de culture :

- Art. 2 : « *L'islam est la religion d'Etat* »
- Art. 3 : « *L'arabe est langue nationale et officielle.* »

Et elle prend bien soin d'interdire *a priori* la création d'organisations politiques sur des bases régionales (Art. 9/2) ou qui pourraient attenter à l'unité nationale (Art. 40/2). La loi sur les "associations à caractère politique" votée en juillet 1989 par l'APN est encore plus explicite puisqu'elle interdit la formation de partis politiques sur des bases linguistiques.

En fait, la ligne de l'Etat central sur la question berbère est caractérisée par une grande constance (*Cf* Chaker/Abrous 1988). En matière d'identité et de culture, le corps de doctrine officielle, qui s'est peu à peu précisé à partir de la *Charte Nationale* de 1976, maintient, intangibles, les mêmes affirmations de base : les Algériens sont arabes et musulmans. Les Berbères ont existé dans un passé lointain et révolu ; dès la conquête arabe, ils ont adhéré à l'Islam et à la langue arabe. En conséquence, les Berbères ont leur place dans les livres d'histoire (plutôt ancienne), les musées, les fêtes folkloriques, au mieux -pour les esprits les plus ouverts comme Ahmed Taleb- dans les cadres académiques en tant qu'objet d'érudition. Les Berbères, la langue et la culture berbères demeurent illégitimes et innomés, dans le nouveau contexte qui se met en place en Algérie. "L'ouverture", la "nouvelle politique" s'arrêtent pour l'instant devant le butoir de la définition de l'identité nationale. Et toute évolution institutionnelle sur ce plan paraît d'autant plus improbable à brève échéance que la poussée islamiste – **et au Maghreb, islamisme se conjugue avec arabisme** – contraint les autorités à une surenchère islamisante et arabisante. C'est ce que viennent d'ailleurs de confirmer avec éclat les pressions et mesures pour l'arabisation des études universitaires de sciences exactes et médicales.

On relève d'ailleurs sur ce point une convergence remarquable entre tous les partis politiques algériens -du FLN au PAGS en passant par le FIS-, à l'exception des deux partis "berbères" (FFS et RCD) : leurs positions vis-à-vis de la question berbère se distribuent précisément dans un éventail dont j'avais identifié les bornes il y a quelques années (Chaker 1981) : de la négation pure et simple, pour le FIS qui compte les "berbéristes" au nombre de ses ennemis irréductibles (avec les athées et les femmes émancipées), à la marginalisation, pour le FLN ou le PAGS. Les organisations les plus ouvertes sur ce chapitre (le PAGS notamment) ne dépassent pas le stade de la "préservation du patrimoine culturel populaire".

Mais, on le sait, au Maghreb, il s'agit là d'une tendance lourde, qui a ses racines dans le terreau nationaliste le plus ancien (Cf les travaux de Merad, Harbi, Kaddache et de tous les autres historiens du Mouvement national).

POUR LA COMPREHENSION DES EVOLUTIONS RECENTES

Mouvement culturel ou force politique ?

En Algérie, à la faveur de l'ouverture politique générale, des associations culturelles berbères se sont donc constituées officiellement. Des projets de publications, et même de maisons d'édition berbères sont en gestation. Il convient d'observer avec attention ces initiatives, mais elles sont encore trop récentes pour que l'on puisse porter un jugement sur leur impact et leur avenir. Mais il n'est plus impossible qu'à l'avenir, la société civile soit la source de développements importants en matière de culture berbère en Algérie.

Mais à courte échéance, l'événement le plus important sur le terrain berbère algérien est certainement la constitution, sur une base sociologique indiscutablement berbériste, d'un parti politique (le RCD) que la presse internationale a présenté comme "berbériste" de tendance "social-démocrate".

Jusque là, même si elle s'articulait autour de certains pôles de regroupement plus ou moins formalisés (comme le "mouvement culturel berbère" et la revue *Tafsut*) et même si certains éléments étaient organisés dans le FFS, globalement, la "mouvance berbère" ne se voulait pas force politique structurée; le texte doctrinal le plus précis qui ait été produit depuis 1980, sous la signature de S. Sadi et de moi-même affirmait clairement :

« Le mouvement culturel berbère n'est pas un parti politique : il ne développe pas un programme global qui dénierait une alternative politique précise. Il est le rassemblement ouvert d'Algériens qui ne se reconnaissent pas dans la définition officielle de l'identité nationale. »
(*Tafsut - Etudes et débats*, 1, 1983 : 150).

Mouvement social et culturel donc, plutôt que parti politique. Option bien sûr dictée par la nature essentiellement culturelle de sa revendication (la reconnaissance et la défense de la langue et de la culture berbères) et par le caractère ouvert et divers de son recrutement. De plus, à l'époque, la situation de répression et d'interdiction qui prévalait, poussait naturellement les militants berbères à se regrouper et à oeuvrer sur la base d'un dénominateur commun minium.

En réalité, la diversité des approches, est une donnée déjà ancienne du milieu "berbériste" kabyle. Dès les années 1940, il y a parmi eux des "culturalistes" et des "politiques". Comme l'écrivait Harbi (1984 : 125) à propos de la "crise berbériste" de 1948-49 :

Et, personnellement, j'ai montré comment, dans la "mouvance berbère" de l'après-indépendance, on pouvait identifier au moins deux grandes tendances : "les berbéro-activistes" et les "berbéro-universitaires", ainsi qu'une forte tentation organique avec le ralliement au FFS de nombreux militants berbéristes à partir de 1978 (Cf Aït-Ahmed 1989, chap. 10 ; Chaker 1987 et 1989).

L'ouverture politique des derniers mois a fait éclater cette relative unité. Les diverses sensibilités constitutives du terrain "berbériste" s'expriment désormais ouvertement. De sorte que, sur le terrain de la mouvance berbère, on peut distinguer maintenant des "politiques" organisés en tant que tels (dans le cadre du RCD mais aussi du FFS) et des "culturalistes" qui

poursuivent leur action de manière autonome ou au sein des associations culturelles. Le processus de diversification n'est d'ailleurs certainement pas encore achevé : on doit s'attendre à l'apparition de nouvelles organisations politiques berbères, représentant des sensibilités qui ne se reconnaissent pas dans le FFS ou le RCD, que certains pourront juger trop réformistes et modérés en matière de revendication berbère. On perçoit ainsi très nettement une potentialité d'émergence d'un pôle berbériste radical, quasi nationaliste -qui s'exprime déjà ouvertement sans être structuré (*Cf infra*).

Quelle signification (sociale, politique, historique) et, subséquemment, quel avenir peut-on reconnaître à ces tentatives de structuration politique en milieu berbère ? En fait, la question doit être posée aussi bien pour le Maroc que pour l'Algérie (et, peut-être, dans un avenir prochain, au Niger-Mali).

Au Maroc aussi parce qu'il existe un parti politique, le "Mouvement populaire" fondé par Mahjoubi Ahardane, qui a longtemps incarné sur l'échiquier politique de ce pays une certaine demande de reconnaissance de la berbérité. Mais l'échec de cette expérience politique marocaine est patent. La trentaine de députés qu'a pu compter ce parti au parlement marocain après les élections de septembre 1984 (*Cf AAN 1983 : 840*), n'ont pas pu faire que le berbère soit enseigné au Maroc, ne serait-ce qu'à l'Université. Le Mouvement Populaire n'a jamais pu ou su dépasser le stade d'un syndicat de notables berbères, originaires surtout du Moyen Atlas, défendant des intérêts locaux ou des positions acquises, totalement prisonnier du jeu politique de la Monarchie. Et lorsque, après son relatif succès électoral de 1984, M. Ahardane a manifesté des velléités d'autonomisation par rapport au Palais, il a rapidement été mis en minorité au sein de son propre parti et éliminé par un courant plus "coopératif"... Pourtant, les avatars récents de ce parti (*Cf AAN 1986 : 752-753*), la marginalisation de M. Ahardane ne doivent pas faire oublier que les Berbères exercent un poids réel dans le paysage politique marocain, même s'il n'est pas toujours explicite. La donnée berbère est une force à l'oeuvre dans les équilibres de ce pays, pour des considérations de simple démographie, mais aussi en raison du poids économique des Soussis, du rôle de l'encadrement berbère dans l'armée chérifienne. Mais jusqu'à présent, à l'évidence, tout ceci n'a pas donné naissance à un cadre partisan consistant. Et cela, à mon avis, pour les mêmes raisons historiques, socio-culturelles et politiques que j'évoquerai à propos de l'Algérie.

Dans une situation à évolution aussi rapide que celle de l'Algérie, il importe que l'observateur fasse preuve de beaucoup d'attention -et de modestie ; qu'il évite toute analyse trop définitive. Le champ politique algérien est entré dans une phase de recomposition profonde, et est loin d'être stabilisé. Les enjeux, les jeux des uns et des autres peuvent encore connaître des retournements spectaculaires. Il convient avant tout de relever et d'analyser les actions et les discours réels, les stratégies effectives sur le terrain, et non l'image que chaque protagoniste tente de donner de lui-même. Se défier, donc, comme de la peste, des étiquetages sommaires et prématurés, qui identifient le contenu sur la façade, les stratégies politiques sur le discours privé des individus...

Mon opinion sur ces partis politiques "berbères", tant algériens que marocains, est très réservée. La fragilité de leur réflexion et de leur doctrine me paraît très grande. Et, surtout, le lien avec leur base sociologique radicalement ambigu. Contrairement à ce que pourraient laisser croire les qualifications d'origine journalistique, je considère pour ma part qu'il n'y a pas pour l'instant, ni en Algérie, ni au Maroc, de "parti berbériste".

Il y a des partis politiques à **ancrage sociologique berbère** mais pas de parti qui développe un projet spécifiquement ou principalement berbère. Tous s'inscrivent expressément dans une perspective nationale -algérienne ou marocaine et la revendication linguistique et culturelle berbère n'est, chez tous, qu'un aspect particulier d'un positionnement politique plus global. La dernière née de ces organisations, le RCD, s'affirme avec insistance comme formation "social-démocrate" et non comme "parti berbère", en rappelant à toutes les occasions son implantation nationale. Le FFS et son fondateur quant à eux n'ont, jusqu'à présent, jamais voulu "s'enfermer dans le ghetto kabyle" (2) et s'engager dans une stratégie proprement berbère. Les choses sont encore plus évidentes pour le Mouvement populaire au Maroc, même du temps de la prééminence de M. Aherdane, qui a été pendant plusieurs années ministre du gouvernement de Sa Majesté.

On l'aura compris, il n'y a pas, selon moi, de "parti berbère" ou "berbériste" mais des forces qui prennent appui sur une aspiration sociologiquement très présente dans les régions berbérophones pour se constituer organiquement et s'imposer sur l'échiquier politique national, avec des stratégies plus ou moins indépendantes de l'aspiration populaire qui les porte. Il y a donc un hiatus idéologique et stratégique entre les organisations "berbères" et leur base. En des termes plus polémiques, je dirai qu'il y a souvent de la part des hommes politiques berbères une instrumentalisation opportuniste de leur base sociale.

Car, que dit et que demande cette base sociale berbérophone ? J'ai essayé, aux cours des dix dernières années, de cerner cette aspiration, par l'analyse des discours objectifs des milieux berbères, en particulier des discours collectifs : chanson, poésie, littérature moderne, action culturelle, discours idéologiques collectifs, mouvements de protestation... Et les choses sont claires. En Kabylie, du moins, où cette demande peut être aisément cernée et étudiée parce qu'elle a des expressions nombreuses et variées sur une profondeur de temps déjà considérable (Cf Chaker 1987 et 1989), il s'agit de la revendication de reconnaissance d'une entité linguistique particulière, c'est-à-dire d'un **problème de minorité culturelle**. Tout le discours (culturel ou idéologique) proprement berbériste en Kabylie gravite autour de cette affirmation :

« Le berbère est notre langue – et non l'arabe : nous voulons être reconnus en tant que berbérophones et bénéficier de tous nos droits culturels en tant que tels. Notamment une scolarisation généralisée en langue berbère et une utilisation systématique du berbère dans la vie publique. »

Bref, ce qui est demandé est l'inscription constitutionnelle et géographique d'un particularisme objectif et des droits culturels qui en découlent, notamment celui de vivre dans et par sa langue. Les Kabyles berbéristes rejettent, en définitive, la thèse fondatrice et constitutionnelle qui affirme que « l'Algérie est arabe et musulmane » pour lui substituer une autre vision : « L'Algérie (et le Maghreb) est arabe et berbère, arabophone et berbérophone ».

Les contours de l'aspiration berbère en Kabylie sont à mon avis indiscutablement identitaires, voire "nationalitaires" -ce qui n'implique pas "nationalistes", bien entendu !

Et c'est là que le bât blesse. Car, même si l'on peut envisager de la traduire en objectifs politico-juridiques très modérés -par exemple, une autonomie linguistique des régions concernées-, il s'agit de toutes façons d'une remise en cause du dogme de l'unité linguistique et culturelle de la nation. Or, les élites politiques berbères -tant algériennes que marocaines- ne sont généralement pas prêtes à s'engager sur une telle voie dont elles savent pertinemment que le prix et les risques politiques sont énormes. Il est plus facile aux politiciens berbères

d'utiliser sur l'échiquier national la marge de manoeuvre que leur confère leur ancrage régional que d'assumer doctrinalement et stratégiquement l'aspiration des berbérophones...

D'où un double discours pratiquement structurel chez la grande majorité des hommes politiques berbères :

– un discours "berbériste", souvent radical, à destination du public berbérophone -qui est tenu évidemment le plus souvent en langue berbère-, et qui appellera à la mobilisation et à l'unité d'action des Berbères (face aux "Arabes") ;

– un discours politique national, beaucoup plus modéré, dans lequel la question de la langue et de la culture berbères n'est plus qu'un point particulier parmi d'autres, formulé en termes souvent très vagues, jamais programmatiques (du type : **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, qui se prête aux interprétations les plus diverses).

Le premier ayant pour fonction de préserver l'ancrage social réel, le second d'éviter l'isolement sur l'échiquier politique national.

Au fond, dans le paysage politique et idéologique maghrébin, la revendication berbère n'est pas de celles qui peuvent être facilement et clairement assumées ; les forces politiques à base berbère sont prises dans un cercle vicieux dont elles ne paraissent pas vouloir sortir ; 25 ans plus tard, le RCD reproduit un schéma qui n'est pas sans analogie avec celui du FFS de Hocine Aït-Ahmed en 1963.

Quelles que soient les convictions personnelles des acteurs politiques — **et l'on ne peut douter que la plupart d'entre eux soient d'authentiques "berbéristes"** —, il leur est difficile de s'engager sur un projet proprement berbère car une telle ligne entraînerait automatiquement un isolement dans l'échiquier politique national. Et c'est tout leur avenir politique (collectif et individuel) qui serait *ipso facto* mis en jeu et deviendrait aléatoire. A quelque point de vue que l'on se place, l'option politique est une voie délicate ; un "parti berbère" ne pourrait avoir de perspectives et de stratégie qu'en jouant franchement la "carte identitaire" -avec tous ses risques et ses incertitudes. Un tel choix serait incertain et difficile, mais il serait cohérent et pourrait fournir une assise sociologique et politique, une justification à l'existence d'un "parti berbère". Il suppose bien évidemment une vision stratégique sur la longue durée... peu compatible avec les intérêts immédiats.

Ce n'est pas cette approche qu'ont empruntée les initiateurs du "parti berbère algérien" (le RCD), ni avant eux le FFS, ni le Mouvement populaire au Maroc.

Précisons immédiatement qu'il serait sommaire de mettre toutes ces organisations -de manière expéditive- "dans le même sac" : il existe entre elles d'importantes différences, quant aux conditions historiques de leur constitution, quant à leurs objectifs et, surtout, quant à leurs rapports avec le pouvoir central.

Le FFS est, indiscutablement, une formation d'opposition, en rupture depuis 1963 avec le système -et qui en a payé le prix répressif. Son leader H. Aït-Ahmed a développé depuis octobre 1988 une analyse critique, très réservée, vis-à-vis du régime en place auquel il a clairement refusé d'apporter sa caution dans la situation présente. Il est, pour l'heure, celui qui a été le plus explicite dans son programme berbère (*Cf* plate-forme de 1979 et différentes déclarations de H. Aït-Ahmed) ; il est certainement, en termes de doctrine officielle, celui qui est le plus proche d'une conception "identitaire" de la revendication berbère et d'une vision fédéraliste de l'organisation de l'Etat.

Le RCD et le MP, en revanche, ont une approche ouvertement "coopérative" quant à leurs relations avec les gouvernants. Le RCD n'a pas hésité à apporter son soutien public au Président Chadli, à adopter une attitude de « *soutien critique* » ou de « *critique constructive* », comme l'on voudra ! Son fondateur et Secrétaire général a récemment confirmé sa disponibilité à « *entrer dans une majorité présidentielle* » (*Le Monde* du jeudi 5/10/1989, p.6). Et le MP a participé au gouvernement de Sa Majesté dont M. Ahardane a longtemps été ministre des Postes et Télécommunications.

Mais, tous ont en commun une certaine ambiguïté quant à la nature de leur ancrage social. Tous se sont positionnés en tant que **forces politiques nationales à recrutement régional, sans assumer la revendication berbère comme noyau fondateur et central de leur doctrine et de leur stratégie**. Il ne s'agit pas, pour l'heure, de "partis berbères" (ou "berbéristes") au sens plein du terme -et eux-mêmes ne se définissent pas comme tels-, mais plutôt de groupements politiques ou de groupes d'intérêts à base régionale. La situation qui se met place en Algérie sous nos yeux rappelle du reste étrangement celle du Maroc. A mon sens, les partis politiques "berbères" sont encore à naître.

Un projet national algérien à base berbère : la quadrature du cercle ?

En fait, si l'on s'efforce de prendre quelque distance vis-à-vis des stratégies des partis "à base berbère" et d'apprécier ces expériences organiques sur la longue durée, une question de fond s'impose immédiatement à l'observateur : *Comment concilier — et est-il possible de le faire — la revendication particulière des berbérophones avec un projet politique national ?*

Un projet politique peut-il être national (et reconnu comme tel par le reste de la population) s'il est porté par des berbérophones et/ou s'il intègre la revendication berbère ?

Les tentatives faites jusqu'ici -celle du FFS comme celle du RCD- incitent à répondre par la négative. En dehors de la situation un peu floue des premiers mois de son existence (4), en un quart de siècle, et malgré l'envergure et la légitimité nationale et internationale de H. Aït-Ahmed, le FFS n'est jamais parvenu à s'implanter sérieusement ailleurs qu'en Kabylie et dans les milieux kabyles. Et la prise en compte programmatique de la revendication berbère par cette organisation à partir de 1979 n'a fait qu'accentuer son caractère de "parti kabyle". De même, le RCD, en dépit de ses affirmations répétées, n'a d'implantation qu'en milieu kabyle - en Kabylie et dans la "diaspora" : lorsqu'il met en avant sa présence dans les régions non kabyles, il s'agit bien entendu **exclusivement** d'un recrutement parmi les populations kabyles installées dans le reste de l'Algérie.

Le cercle vicieux paraît donc bien fermé. Cette impossibilité, ce cul-de-sac signifie d'ailleurs -si l'on aborde la question d'un point de vue global- qu'il y a bien une rupture psychosociologique radicale au sein de la société algérienne qui fait que les arabophones ne peuvent, significativement, se reconnaître dans un projet politique où la composante (humaine et programmatique) berbère est hégémonique ou même seulement importante. C'est du reste, sur un terrain un peu différent, ce que la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme de M^e Ali-Yahia a durement expérimenté en 1985 : sa composition à dominante berbère et berbériste l'a condamnée à un isolement total en Algérie et lui a valu de supporter une répression très dure (Cf Chaker 1985).

Ceci paraît net et indiscutable du point de vue de l'observation stricte des réalités socio-politiques. Bien sûr se pose alors une question essentielle, pour l'acteur d'abord, mais aussi pour l'analyste qui essaie de comprendre et éventuellement de prévoir les phénomènes

sur la longue durée : comment peut (ou doit) évoluer au plan politique la revendication berbère, dans la mesure où l'on considère qu'il s'agit là d'une aspiration sociologiquement profonde et durable parmi les populations berbérophones ? D'autant que, si elle est particulièrement aiguë en Kabylie pour l'instant, on peut faire l'hypothèse qu'elle ira en s'accroissant également dans les Aurès et parmi les autres groupes berbérophones algériens (les prémices de cette évolution sont très nets en milieu chaoui).

Une traduction politique de la revendication berbère est-elle inéluctable ?

On ne peut éviter, surtout devant les difficultés et les impasses des expériences politiques antérieures et actuelles, de poser la question. La revendication berbère ne peut-elle pas -et n'a-t-elle point intérêt- à se situer franchement et exclusivement sur un terrain "culturel" et à investir les lieux de production et d'action culturelles (associations, édition, université...) ? L'essentiel ne serait-il pas d'abord de consolider, à un niveau très concret, la culture berbère dans la société algérienne ?

Cette thèse est souvent défendue dans les milieux de créateurs et d'artistes berbérophones. Elle est même, assez fréquemment, la justification à une certaine hostilité aux entreprises dites "politiciennes". Elle paraît, pour le moins, fragile et à courte vue. Certes, le travail culturel et linguistique est un impératif absolu, permanent. L'avenir berbère passe nécessairement par une densification, un développement culturel. Mais la dimension politique est consubstantielle de la revendication berbère elle-même :

– d'une part parce que celle-ci se développe dans un terrain idéologique qui lui est radicalement hostile,

– d'autre part et surtout, parce que l'on ne saurait occulter une donnée fondamentale de la réalité socio-culturelle maghrébine qui est que **la langue berbère est dans une situation objective de domination** : minoritaire au plan démographique, sans statut institutionnel, sans tradition écrite... Le temps, les grands mouvements d'évolution de la société travaillent contre elle.

Seules des mesures institutionnelles à caractère systématique (scolarisation généralisée en berbère, diffusion massive de l'écrit, relégitimation symbolique et concrète du berbère...) peuvent enrayer cette tendance lourde, qui fait que le berbère recule depuis des siècles devant l'arabe. Et ce type de dispositions pour la défense d'une langue et d'une culture relève bien évidemment d'une politique d'Etat.

Sauf à vouloir se cantonner dans une action de préservation folklorisante, comme celle qui a été menée en France par les provençalistes -avec les résultats que l'on sait, la survie berbère, sur la langue durable, implique une vigoureuse politique de défense et de promotion qui définit un projet et d'une action éminemment politiques.

Si l'on admet que la revendication berbère, en tant que courant sociologique, est avant tout une volonté d'existence, une affirmation identitaire, le passage au politique paraît historiquement inéluctable.

Revendication identitaire ou projet nationaliste berbère ?

La revendication berbère en Kabylie présente donc, en tant que courant sociologique, des contours nettement "identitaires", voire "nationalitaires". Mais il est clair que la marge entre les concepts est étroite et l'on doit se demander si l'on ne pourrait pas

déboucher assez aisément sur des projets carrément nationalistes berbères. D'autant qu'il existe des discours très radicaux, voire extrémistes, parmi les milieux berbéristes.

Pour ma part, je répondrai **plutôt** par la négative à cette question. Le degré de fusion historique, culturelle, économique et politique des populations berbérophones dans l'ensemble algérien (et sans doute marocain) est tel qu'il ne paraît pas permettre une évolution de type nationaliste. Je ne crois pas beaucoup à la réalité ni aux chances d'une "idée nationale berbère" en Algérie (ou au Maroc), parce que celle-ci n'a aucun ancrage historique et que les Berbères sont intégrés depuis des siècles à l'histoire globale du Maghreb. Il y a des spécificités culturelles berbères indéniables, des particularismes régionaux, mais pas de conscience nationale ou historique berbère. Je ne réserverai que le cas des Touaregs parce qu'ils constituent un ensemble ethno-culturel très original, se distinguant de manière tranchée à la fois de l'aire à prédominance arabo-islamique maghrébine et du monde négro-africain sahélien.

Sur un terrain aussi délicat et mouvant, j'admets volontiers le caractère nécessairement subjectif de toute appréciation. Et que la notion de "conscience nationale" n'est pas une essence, mais un phénomène historico-culturel, sujet à fluctuation et à formation. Mais je suis à peu près convaincu que les conditions d'une émergence nationale ne sont pas vraiment réunies ni en Kabylie ni dans le reste du monde berbère nord : il y manque une conscience historique autonome sur la longue durée, une vie culturelle suffisamment consistante et reconnue dans l'aire méditerranéenne -notamment une tradition scripturaire-, capable de contrebalancer l'intégration arabo-islamique, une spécificité socio-économique qui fonderait un "marché kabyle"... Sur ce dernier point, je ne partage donc pas les vues, par ailleurs pénétrantes, de H. Roberts (1983) qui admet l'existence d'une "conscience nationale kabyle", dont l'une des bases serait l'existence d'une véritable communauté régionale d'entrepreneurs économiques.

Surtout, il manque en Kabylie une adhésion globale des élites intellectuelles, culturelles et technocratiques, à un projet berbère. Cela surprendra peut-être beaucoup, mais il faut absolument redire que l'engagement berbère est un phénomène très minoritaire parmi les élites kabyles, qui sont, dans leur ensemble, impliquées dans d'autres stratégies et sur d'autres terrains, nationaux et internationaux ; contrairement à une idée assez répandue, le "berbérisme" -en tant que projet politique- n'a jamais fait et ne fait pas recette chez les intellectuels et les élites d'origine kabyle qui, globalement, évoluent et "se sentent bien" dans le giron de l'Etat-Nation (et de l'appareil d'Etat !) algérien (Cf Chaker 1985).

Il faut se garder d'exagérer les facteurs de spécificité de la Kabylie dans l'ensemble algérien, de leur donner une cohérence, une "densité" et une extension qu'ils n'ont pas. Des positions et des pratiques individuelles fortement régionalistes, des discours quasi séparatistes sont fréquents en milieu kabyle : ils ne constituent pourtant pas un courant structuré, encore moins un projet global correspondant à une aspiration majoritaire. Si la tentation nationaliste existe bel et bien dans les milieux berbéristes -surtout kabyles, elle ne paraît pas devoir prendre de la consistance idéologique et politique à l'avenir. Trop de facteurs lui sont défavorables.

Que conclure ?

D'un point de vue prospectif, même si cette formule est un peu éculée, je dirai que le nouveau paysage politique algérien place brutalement la revendication berbère à la croisée des chemins et qu'il lui impose une clarification rapide quant à sa nature et à ses objectifs.

L'option nationaliste, on l'a vu, serait certainement une aventure sans issue ; de même, le "parti national algérien" initié par des berbérophones/berbéristes semble bien être une impossibilité. Il reste cependant, du point de vue des traductions politiques éventuelles, plusieurs autres voies que la revendication berbère pourrait emprunter dans les années à venir :

– Certains acteurs peuvent être tentés par la recherche d'une alliance immédiate et directe avec d'autres forces politiques nationales pour la constitution rapide d'un "rassemblement des forces démocratiques" algériennes, qui accepterait de prendre en compte les revendications spécifiques des berbérophones.

Cette alternative paraît être une vue de l'esprit, peu réaliste, à brève ou moyenne échéance : aucun courant politique algérien ne semble devoir être prêt, avant longtemps, à reconnaître les droits des berbérophones en tant que minorité linguistique.

– Une autre voie, autonome celle-là, serait la formulation de type identitaire, débouchant sur la constitution d'(une) organisation(s) spécifique(s) qui ferait de la défense des droits culturels des minorités berbères le noyau dur de sa doctrine et de son action, et qui pourraient, à terme, trouver sa place dans un front démocratique national à venir ; pour tout un ensemble de raisons socio-culturelles, on peut penser qu'aucun projet démocratique national n'est sérieusement envisageable en Algérie sans une adhésion significative des populations kabyles. Ce qui donne une certaine marge, une capacité de négociation au courant berbère pour imposer le principe du pluralisme linguistique.

– Il reste enfin l'hypothèse de la poursuite ou de la reproduction d'opérations ambiguës et/ou clientélistes, autour de personnalités locales, exploitant les sentiments de solidarité régionale, voire tribale, encore très puissants. Voie qui condamnerait les berbérophones à la marginalisation et à la folklorisation, préludes à leur disparition pure et simple par assimilation linguistique.

La voie de la survie berbère est certainement étroite.

* * *

NOTES :

(1) Mouloud Mammeri fut celui dont l'impact a été le plus important. Mais il faudrait citer aussi Taos Amrouche, de nombreux chanteurs et poètes, des animateurs de la chaîne de radio kabyle, des animateurs d'associations et de publications (en émigration)...

(2) "Résolutions sur la culture" du Comité central du FLN, juillet 1981, *Charte Nationale* amendée de 1986 et de nombreux discours d'orientation du président Chadli Bendjedid à l'occasion des congrès et comités centraux du FLN ; pour une analyse critique de ces textes, Cf Chaker/Abrous 1988).

(3) Hocine Aït-Ahmed s'en est à plusieurs reprises expliqué avec les militants "berbéristes" et confirme expressément son refus de l'isolement berbère dans ses écrits (notamment dans son dernier ouvrage, 1989 : 114-115 et 126-127).

(4) Dans les premiers mois de son existence le FFS faisait partie d'un mouvement large d'opposition à Ahmed Ben Bella, qui a concerné de nombreuses personnalités arabophones dont beaucoup n'ont pas hésité à faire le **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** (en Kabylie) pour y apporter leur soutien ou leur sympathie à Hocine Aït-Ahmed (la plupart ont fait ultérieurement une carrière politique sous les régimes Boumediène et Bendjedid : Ahmed Taleb, Elhadi Khediri...).

SIGLES

- APN : Assemblée populaire nationale (Algérie).
- FFS : Front des forces socialistes (parti politique d'opposition à implantation kabyle ; fondé en 1963 par H. Aït-Ahmed)
- FIS : Front islamique du salut (islamistes radicaux).
- FLN : Front de libération nationale (Algérie)
- ENA : Etoile nord-africaine (puis PPA). (Fondée à Paris en 1926).
- MP : Mouvement populaire (parti politique marocain fondé par Mahjoubi Ahardane).
- MTLD: Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques
- PAGES : Parti de l'avant-garde socialiste (communistes).
- PPA : Parti du peuple algérien (puis MTLD). (Fondé à Paris en 1937).
- RCD : Rassemblement pour la culture et la démocratie, parti à base "berbériste", fondé en février 1989 (dirigé par le Dr Saïd Sadi).

BIBLIOGRAPHIE

On trouvera une orientation bibliographique systématique pour le domaine berbère (langue, littérature, identité) dans :

CHAKER (Salem) : 1981 (et suiv.) . Langue et littérature berbères. Chronique des études, *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XX (et suiv.), Paris, CNRS.

AAN = *Annuaire de l'Afrique du Nord* (Paris, CNRS).

ROMM = *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée* (Aix-en-Provence).

- AIT-AHMED (Hocine) : 1989 - *L'affaire Mécili*, Paris, La Découverte.
- CARLIER (Omar) : 1984 - La production sociale de l'image de soi. Note sur la "crise berbériste" de 1949, *AAN*, XXIII, (1986) : 347-371.
- CHAKER (Salem) : 1981 - De quelques constantes du discours dominant sur les langues populaires en Algérie, *AAN*, XX : 451-457.
- CHAKER (Salem) : 1984 - *Textes en linguistique berbère. (Introduction au domaine berbère)*, Paris, CNRS, 292 p.
- CHAKER (Salem) : 1985 - Les droits de l'homme sont-ils mûrs en Algérie ? Réflexions d'un acteur..., *AAN*, XXIV : 489 - 503.
- CHAKER (Salem) : 1987 - Constantes et mutations dans l'affirmation identitaire berbère (Kabylie), *ROMM*, 44 : 13-34.
- CHAKER (Salem) : 1989 - *Berbères aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan.
- CHAKER (Salem)/ABROUS (Dahbia) : 1988 - Berbérité ou la dimension innommable, *ROMM*, 49 : 173-197.
- HARBI (Mohamed) : 1975 - *Aux origines du FLN : le populisme révolutionnaire en Algérie*, Paris, Chr. Bourgeois [notamment : 111-117]
- HARBI (Mohamed) : 1980/a - *Le FLN, mirages et réalité*, Paris, Edit. Jeune Afrique, [notamment chap. 4 : 59-68]
- HARBI (Mohamed) : 1980/b - Nationalisme algérien et identité berbère, *Peuples méditerranéens*, 11 : 31-37.
- HARBI (Mohamed) : 1981 - *Les archives de la révolution algérienne*, Paris, Edit. Jeune Afrique.
- HARBI (Mohamed) : 1984 - *La guerre commence en Algérie*, Bruxelles, Editions Complexe. [notamment : 125-126]
- *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée* [Aix-en-Provence] : 1987, n° 44 - "Berbères : une identité en construction", [sous la resp. de S. Chaker].
- ROBERTS (Hugh) : 1983 - The Economics of Berberism : the Material Basis of the Kabyle Question in Contemporary Algeria, *Government and opposition*, 19 : 218-235.
- OUERDANE (Amar) : 1987 - La "crise berbériste" de 1949, un conflit à plusieurs faces, *ROMM* : 1987, n° 44 : 35-47.
- *Tafsut - Etudes et débats* [Tizi-Ouzou/Aix-en-Provence] : 1983-1987 (4 vol.)
- TALEB (Ahmed) : 1981 - Réflexions sur la personnalité nationale algérienne, *El-Moudjahid* du 25.03.1981 et *L'Algérien en Europe*, 133, 1981.